

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Refonte du site internet de l'INSA Lyon

Marché n° M24.0062

ARTICLE I : DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Description des prestations.....	4
1.3 Décomposition en lots	4
1.4 Décomposition en tranches.....	4
1.5 Variantes	4
1.5 Procédure de passation du marché.....	5
1.6 Clause de réexamen	5
1.7 Modifications relatives au Titulaire du marché	5
1.8 Réalisation de prestations similaires.....	5
ARTICLE II : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	5
ARTICLE III : DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE IV – DELAIS D’EXECUTION	6
ARTICLE V : MODALITES D’EXECUTION	6
5.1 Réunion de lancement.....	6
5.2 Passation de la commande.....	6
ARTICLE VI : OBLIGATIONS DES PARTIES.....	7
6.1 Obligations et responsabilité du Titulaire	7
6.2 Obligation de confidentialité	8
6.3 Réparation des dommages	8
6.4 – Sécurité.....	8
ARTICLE VII : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	9
7.1 Documents livrables	9
7.2 Allègement des flux numériques	9
7.3 Déplacements	9
ARTICLE VIII : GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	9
8.1 Engagement du Titulaire en qualité de Sous-Traitant	9
8.2 Engagement de l’INSA Lyon vis à vis du Titulaire	11
8.3 Sous-traitants du Titulaire	11
8.4 Délégué à la protection des données.....	11
8.5 Registre des activités de traitement	11
ARTICLE IX : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	12
9.1 Mise en ordre de marche.....	12
9.2 Vérification d’aptitude (VA)	12
9.3 Vérification de service régulier (VSR).....	12
ARTICLE X : GARANTIE.....	13
ARTICLE XI : PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT.....	13
11.1 Prix du marché.....	13
11.2 Forme et contenu des prix	13
11.3 Modalités d’actualisation des prix	13
11.4 – Échéancier de paiement	14
11.5 - Modalités de paiement	14
11.6 Délai global de paiement	14
11.7 Paiement des cotraitants	14
ARTICLE XII : AVANCE	15
ARTICLE XIII : PENALITES	15
13.1 Pénalités de retard	15
13.2 Pénalité pour travail dissimulé	15
ARTICLE XIV : ASSURANCES.....	15
ARTICLE XV : RESILIATION DU MARCHE	15
15.1 Conditions de résiliation.....	15
15.2 Redressement ou liquidation judiciaire	16
ARTICLE XVI : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE.....	16
ARTICLE XVII : DEROGATIONS AU CCAG-TIC	16

ARTICLE I : DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet la réalisation de la refonte du site internet de l'INSA Lyon.

Lieu d'exécution :

INSA Lyon

Campus Lyon Tech La Doua

20 avenue Albert Einstein

69621 Villeurbanne Cedex.

Les caractéristiques des prestations faisant l'objet du présent marché sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Description des prestations

Le marché comprend les prestations suivantes :

1. Le pilotage du projet,
2. La conception,
3. L'UX design et l'UI design,
4. Les tests et la recette
5. Le plan de redirection SEO
6. La mise en ligne et la documentation DAT et DTE¹,
7. La formation au back office pour 5 personnes maximum,
8. La maintenance SEO du site (Tranche optionnelle 1)

La maintenance corrective et évolutive est exclue du périmètre du marché.

1.3 Décomposition en lots

Les prestations sont dévolues en lot unique selon les dispositions de l'article L2113-11 du Code de la commande publique.

1.4 Décomposition en tranches

- Une tranche ferme, correspondant à la réalisation des prestations de l'étape 1 à 7
- Une tranche optionnelle, correspondant la maintenance SEO du site (étape 8).

L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à la décision expresse de l'Acheteur de l'affermir.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit n'est versée au Titulaire en cas de non affermissement de la tranche optionnelle.

1.5 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. Les soumissionnaires doivent obligatoirement présenter une offre conforme au dossier de consultation.

¹ DAT : Document d'Architecture Technique
DTE : Document Technique d'exploitation

1.5 Procédure de passation du marché

La procédure est passée selon des modalités librement fixées par l'Acheteur en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

1.6 Clause de réexamen

Selon les dispositions de l'article R2194-1 du code précité, le marché prévoit les clauses de réexamen suivantes :

- . Des prestations supplémentaires sont devenues nécessaires, à la condition qu'un changement de contractant soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services, ou installations existants, acquis dans le cadre du contrat initial ;
- . Un nouveau Titulaire se substitue au Titulaire initial du marché ; tout changement lié au statut du Titulaire ;
- . Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- . La prise en compte de toute situation imprévisible en raison d'une crise sanitaire, d'une crise énergétique, d'une hausse des prix des matières premières ou autre afin d'ajuster les prestations en conséquence et d'éviter toute situation de blocage. Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché.

L'Acheteur communique par courriel au Titulaire le projet de modification qui prendra la forme d'un avenant actant les modifications.

1.7 Modifications relatives au Titulaire du marché

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la direction ou l'établissement en charge du suivi administratif du marché

En cas de transfert du marché à une autre entreprise, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Suite à cette cession, l'Acheteur procédera à la vérification des capacités de la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (Titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (Titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, le changement de Titulaire fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

1.8 Réalisation de prestations similaires

Suivant les dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence, susceptible d'être passé ultérieurement pour la réalisation de prestations similaires, qui seront exécutées par le Titulaire du présent marché. Lorsqu'un tel marché est passé par l'Acheteur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE II : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

a) Pièces particulières

- . L'acte d'engagement du marché (AE) et ses annexes financières ;
- . Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé par l'Acheteur fait seul foi ;

- Le cahier des clauses techniques particulières du marché (CCTP) dont l'exemplaire conservé par l'Acheteur fait seul foi ;
- Le cadre de réponse technique, et tout document complétant l'offre technique du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieures à la notification du marché.

b) Pièces générales

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et ci-après désigné le CCAG-TIC.

Le CCAG-TIC est réputé connu du Titulaire, et les parties lui reconnaissent expressément le caractère contractuel. Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance du texte précité et, d'une manière générale, de toute la réglementation relative à son activité.

Sauf cas d'erreur manifeste, cet ordre de priorité prévaut en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Toute clause, portée dans l'offre du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE III : DUREE DU MARCHE

Le marché débute à compter de sa date de notification et se termine à l'achèvement de la période de garantie.

ARTICLE IV – DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés au CCTP.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-TIC, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur.

ARTICLE V : MODALITES D'EXECUTION

5.1 Réunion de lancement

Après la notification du marché, une réunion de lancement sera organisée entre le Titulaire et le service prescripteur de l'INSA Lyon.

Lors de cette réunion, seront notamment évoqués les points suivants :

- La présentation des équipes,
- La répartition des tâches entre les intervenants,
- La validation du planning de réalisation des prestations,
- La détermination de l'échéancier de paiement,
- Les modalités de communication et d'organisation (règles de validation des prestations, communication des adresses mails pour la transmission des livrables, des procès-verbaux, etc.)

5.2 Passation de la commande

Le bon de commande, transmis au Titulaire par voie électronique, comporte les éléments suivants :

- nom et adresse du Titulaire,
- numéro du marché
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,

- . taux et montant de la TVA,
- . montant Total TTC.

Le Titulaire accuse réception du bon de commande par tout moyen.

ARTICLE VI : OBLIGATIONS DES PARTIES

Les parties s'engagent à échanger toutes les informations nécessaires à une bonne exécution des prestations et à maintenir une collaboration active et régulière.

6.1 Obligations et responsabilité du Titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 7.1 du CCAG-TIC le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé des personnes.

6.1.1 Engagements du Titulaire

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens humains, techniques, logistiques, matériels, et informatiques nécessaires à l'exécution de ses prestations et notamment à :

- . Fournir les prestations dans les délais contractuels,
- . Garantir l'atteinte du niveau de qualité des services attendus,
- . Assurer son devoir de conseil en proposant des solutions techniques adaptées.

6.1.2 Obligations de résultat

Le Titulaire s'engage sur la base d'une obligation de résultats. Il est responsable de la désignation des membres de son équipe et s'engage à ce qu'ils possèdent la compétence, l'expérience et les qualités adéquats pour exécuter les prestations.

6.1.3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Il est fait notamment application de l'article L.8222-6 du code du travail.

Par ailleurs, en application des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et des articles L.8222-1 (cocontractant établi en France) ou L.8222-4 (cocontractant intervenant sur le territoire national établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et jusqu'à la fin du marché, les pièces et attestations à jour justifiant de sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales. Ces pièces et attestations sont transmises par le Titulaire (mandataire, cotraitants et sous-traitants) à l'Acheteur, ou mises à disposition sur le profil d'Acheteur²

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Si le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

6.1.4 Obligations relatives à la sous-traitance

a) Acceptation d'un sous-traitant :

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties des marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant doit obligatoirement avoir été accepté et ses conditions de paiement agréées pour pouvoir exécuter les prestations qui lui sont sous-traitées.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement sont possibles en cours d'exécution du marché selon les modalités définies aux articles L2193-4 à L2193-7 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

² <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas de sous-traitance non déclarée et dont l'Acheteur viendrait à avoir connaissance, quel que soit le rang de celle-ci, le sous-traitant concerné devra immédiatement cesser sa prestation. Le Titulaire du marché sera mis en demeure de régulariser la situation. Une pénalité de 1 000 € lui sera immédiatement appliquée. Le défaut de communication de l'acte spécial de sous-traitance, un mois après avoir été mis en demeure de le fournir, expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 50 du CCAG-TIC (résiliation du marché).

b) Paiement direct du sous-traitant :

Selon les dispositions de l'article R2193-16 du CCP, le sous-traitant dépose sa demande de paiement sans autre formalité, au format PDF, sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le Titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

L'Acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai maximum de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus. L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

6.2 Obligation de confidentialité

Le Titulaire et l'Acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou de l'Acheteur, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendu publics.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

6.3 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'Acheteur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par l'Acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'Acheteur.

Le Titulaire garantit l'Acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

6.4 – Sécurité

Dans le cadre de la réglementation en vigueur pour la sécurité des biens et des personnes, l'Acheteur établit dès la prise d'effet du marché, un plan de prévention. D'une manière générale, le Titulaire s'engage à se conformer à l'ensemble des exigences réglementaires en matière de sécurité.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel intervenant des règles établies.

Au titre de son obligation de sécurité, le Titulaire doit mettre en œuvre toutes les procédures de traitements sécurisés et de prévention afin de :

- Garantir un fonctionnement sécurisé des applications,
- Empêcher toute intrusion extérieure aux données métiers et personnelles,
- Empêcher toute interruption prolongée des ressources des applications.

ARTICLE VII : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

7.1 Documents livrables

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et/ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto-verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

7.2 Allègement des flux numériques

L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

7.3 Déplacements

Dans le cas de déplacements rendus nécessaires, pour l'exécution des prestations, dans les locaux de l'INSA Lyon, le Titulaire privilégie les modes de déplacement les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions.

ARTICLE VIII : GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chacune des Parties au marché s'engage au respect intégral des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la législation relative à la protection des Données à Caractère Personnel (ci-après « DCP»), en particulier la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le règlement UE n° 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD»).

Lorsqu'elle est Responsable de traitement au sens du RGPD, chaque Partie prend toutes les mesures nécessaires notamment au respect par elle-même, par son personnel et par ses éventuels prestataires, des principes de licéité, loyauté et transparence des traitements vis-à-vis des personnes concernées, de limitation des finalités, de minimisation et d'exactitude des données, de limitation de la conservation, d'intégrité et de confidentialité des données qui doivent présider à tout traitement.

Chaque Partie informe les personnes concernées et facilite l'exercice de leurs droits ; elle met en œuvre toute mesure technique ou organisationnelle appropriée pour assurer sa conformité au RGPD.

Dans le cadre du présent marché, l'INSA Lyon est Responsable de Traitement des DCP, et le Titulaire intervient en qualité de Sous-Traitant.

8.1 Engagement du Titulaire en qualité de Sous-Traitant

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires au respect par lui-même, par son personnel et par ses éventuels sous-traitants ultérieurs autorisés dans l'exécution du marché, des obligations énoncées au marché et notamment à :

- a) Traiter ou consulter les Données à Caractère Personnel uniquement pour la (ou les) seule(s) finalité(s) objet du marché ;
- b) Traiter les Données à Caractère Personnel uniquement et conformément aux instructions documentées de l'INSA Lyon, figurant au marché, ainsi qu'aux modifications apportées à ces instructions en cours d'exécution.

Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation de la législation relative à la protection des Données à Caractère Personnel, il en informe dès que possible l'INSA Lyon et à la condition que le Titulaire explique la teneur de la violation, il se réserve le droit de ne pas exécuter cette instruction tant que sa légalité n'est pas assurée.

En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de Données vers un Pays Tiers ou une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union Européenne ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'INSA Lyon de cette obligation juridique avant le Traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs d'intérêt public ;

- c) Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin d'assurer la sécurité des Données à Caractère Personnel, telles que décrites dans les instructions documentées et communiquées par l'INSA Lyon.
- d) Assurer la confidentialité des Données à Caractère Personnel traitées dans le cadre du marché ; et à cet égard, ne pas divulguer à des tiers non préalablement autorisés, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des Données à Caractère Personnel exploitées ;
- e) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les Données à Caractère Personnel en vertu du marché s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des Données à Caractère Personnel ;
- f) Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et la protection des données par défaut ;
- g) Ne pas, sans autorisation de l'INSA Lyon, réaliser de copie ou de stockage des Données à Caractère Personnel autres que ceux autorisés au titre du marché, ni louer ou vendre des Données à Caractère Personnel confiées par l'INSA Lyon ;
- h) Procéder au terme du marché, pour quelque cause que ce soit, à la restitution à l'INSA Lyon des Données à Caractère Personnel traitées par le Titulaire. La restitution doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire et le Titulaire doit justifier par écrit de leur destruction ;
- i) Mettre à la disposition de l'INSA Lyon toutes les informations pour démontrer le respect des obligations prévues pour le Traitement des Données à Caractère Personnel et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'INSA Lyon ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
- j) Notifier par courriel à l'INSA Lyon toute violation de Données à Caractère Personnel dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, en tenant compte de la nature des Données à Caractère Personnel traitées, auprès de l'interlocuteur identifié dans le document annexé au présent CCAP : « **Identification des DCP et leurs traitements** » joint à son offre.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile permettant à l'INSA Lyon, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente conformément à ses obligations. La notification à l'INSA Lyon contient a minima :

- la description de la nature de la violation de Données à Caractère Personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données à Caractère Personnel concernés,
 - le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact chez le Titulaire auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
 - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des conséquences probables de la violation de Données à Caractère Personnel,
 - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de Données à Caractère Personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
 - S'il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, le Titulaire s'engage à notifier à l'INSA Lyon toute information complémentaire relative à la violation de manière échelonnée, sans autre retard indu, et à collaborer avec l'INSA Lyon en vue de la résolution de la violation,
- k) Aider l'INSA Lyon à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées sur leurs Données à Caractère Personnel : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du Traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée ;

- l) Tout au long du marché, le Titulaire s'engage à assister l'INSA Lyon à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD compte tenu de la nature du/des traitements de données à caractère personnel effectués en exécution du marché et dans la limite des informations à sa disposition.

8.2 Engagement de l'INSA Lyon vis à vis du Titulaire

En tant que Responsable du traitement, l'INSA Lyon s'engage à :

- a) Fournir au Titulaire un descriptif du traitement de Données à Caractère Personnel pour l'exécution du marché. Le descriptif des traitements figure en annexe 1 au présent CCAP « Identification des DCP et leurs traitements »
- b) Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des Données à Caractère Personnel par le Titulaire.

8.3 Sous-traitants du Titulaire

Le Titulaire peut faire appel à un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de Traitement de Données à Caractère Personnel spécifiques.

Dans ce cas, il informe, préalablement et par écrit, l'INSA Lyon de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de tout sous-traitant ultérieur. Cette information doit indiquer clairement les activités de Traitement sous-traitées, les mesures techniques et organisationnelles prévues, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance.

Avant la sous-traitance envisagée, le Titulaire doit obtenir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de l'INSA Lyon.

Lorsque la sous-traitance envisagée est accompagnée d'un transfert de données personnelles hors Union Européenne, le Titulaire s'engage également à respecter les exigences de l'article 33.3.3 ci-dessus.

Conformément aux dispositions de l'article 28.4 du RGPD, le Titulaire s'engage, en cas de recours à un ou plusieurs sous-traitants ultérieurs à :

- S'assurer que le/les sous-traitant(s) ultérieur(s) présente(nt) les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles définies au Marché.
- À faire figurer des engagements à minima équivalents à ceux énoncés au dit article dans les contrats qu'il conclut avec ses sous-traitants ultérieurs et à s'assurer du respect de ces dispositions par les dits sous-traitants ultérieurs.

En tout état de cause, si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des Données à Caractère Personnel, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'INSA Lyon de l'exécution par son sous-traitant ultérieur de ses obligations.

8.4 Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à l'Acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

8.5 Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'Acheteur comprenant :

- c) le nom et les coordonnées de l'Acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- d) les catégories de traitements effectués pour le compte de l'Acheteur ;
- e) le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation

internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

- f) dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

ARTICLE IX : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

9.1 Mise en ordre de marche

Le Titulaire réalise la mise en ordre de marche et la notifie par écrit à l'INSA Lyon.

La notification du procès-verbal de mise en ordre de marche (PV MOM³) lance l'étape relative aux opérations de vérification décrites ci-après.

9.2 Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude a pour finalité de vérifier que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques les rendant aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

La VA débute à l'issue de la mise en ordre de marche. Le délai imparti à l'acheteur pour notifier le PV VA au Titulaire est de dix jours à compter de la date de notification du PV MOM.

Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet dans les conditions fixées à l'article 34 du CCAG-TIC.

9.3 Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations sont capables d'assurer un service régulier, dans les conditions normales d'exploitation prévues dans le cahier des charges.

La régularité du service s'observe pendant trente jours à partir de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'Acheteur.

- **Admission** : à l'issue de la VSR, si le résultat est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations (Procès-verbal de VSR).
- **Admission avec réserves** : l'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée. La levée des réserves sera notifiée au Titulaire lorsque toutes les anomalies auront été corrigées.
- **Ajournement / rejet** : si l'Acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive, il prend une décision d'ajournement, de rejet, de modification des délais ou d'application de pénalités. En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche peut être demandée au Titulaire.

³ voir modèles PV MOM/ PV VA / PV VSR dans le dossier de consultation

ARTICLE X : GARANTIE

La durée de garantie est de six mois. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification du procès-verbal de la VSR (article 9.3 supra).

Durant la période de garantie, le Titulaire est tenu de remédier à tout dysfonctionnement sans frais supplémentaire pour l'Acheteur.

ARTICLE XI : PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'exécution du marché donne lieu à l'utilisation de résultats.

En complément de l'article 43-1 du CCAG-TIC, il est précisé que les résultats comprennent l'environnement graphique du site, entendu comme l'ensemble des éléments visuels concourants à l'identification de l'acheteur ou de sa « marque », de même que l'intégralité du contenu mis en ligne sur le site, que ce soit à l'initiative de l'acheteur ou du titulaire, et quelle qu'en soit la nature (texte, images, vidéos, sons ...).

L'admission des fournitures ou des matériels acquis par l'acheteur entraîne le transfert de leur propriété. Le transfert de propriété des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle est effectué en application de l'article 46 du CCAG-TIC.

Compte-tenu de leurs spécificités, les résultats associés à la formation sur-mesure et tous les développements spécifiques construits pendant, pour ou grâce à la formation sont confidentiels et ne peuvent être réutilisés par le titulaire.

En application de l'article 46.2.1, compte tenu de leur nature, les résultats font l'objet d'une cession à titre exclusif. Ainsi, dans le respect des droits moraux, le Titulaire cède à titre exclusif l'ensemble des droits patrimoniaux mentionnés dans le CCAG-TIC et dans le périmètre établi par celui-ci pour la durée des droits d'auteur, des droits voisins ou des droits de propriété industrielle.

ARTICLE XII : PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

12.1 Prix du marché

Conformément aux articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG TIC, les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que le cas échéant, tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations, notamment tous les frais de déplacement et de séjour, de restauration, les frais de production de documents écrits d'étude et des documents de présentation.

12.2 Forme et contenu des prix

Le prix du marché est forfaitaire, ferme et définitif.

Le Taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur. Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du Titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à l'Acheteur.

12.3 Modalités d'actualisation des prix

Les prix pourront être actualisés, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le « mois zéro », qui correspond au mois de remise de l'offre, et la date de début d'exécution du marché.

L'actualisation est effectuée par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (\text{SYNTEC}_{1(d-3)} / \text{SYNTEC}_0)$$

Dans laquelle :

- P = Prix actualisé

- P_0 = Prix initial de l'offre
- $SYNTEC_{1(d-3)}$ = Valeur de l'indice SYNTEC lue 3 mois avant la date du marché
- $SYNTEC_0$ = Valeur de l'indice SYNTEC lue à la date d'établissement des prix.

12.4 – Échéancier de paiement

Le paiement des prestations se fait par virement administratif. Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. L'échéancier de paiement est déterminé lors de la réunion de démarrage du marché.

Le paiement des prestations interviendra sur présentation d'une facture après service fait (terme échu).

12.5 - Modalités de paiement

Le paiement des prestations se fait par virement administratif, selon l'échéancier prévu à l'article 8.3.5 du présent CCAP.

L'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, relative au développement de la facturation électronique, organise l'obligation de transmission des factures aux structures publiques par voie dématérialisée. En application de cette ordonnance, les entreprises doivent transmettre leurs factures via le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'Acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les factures électroniques transmises par le Titulaire comportent les mentions suivantes :

- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du marché ;
- La date de livraison ;
- La quantité et la dénomination précise des articles livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes des articles livrés ;
- Le montant total hors taxes des fournitures admises ;
- Le montant et le(s) taux de TVA applicable(s) ;
- Tout rabais, remise, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables ;
- Le montant TTC

12.6 Délai global de paiement

Le délai global de paiement est fixé selon les articles L. 2192-10 et L. 2192-12 à L. 2192-15 du Code de la Commande Publique. Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est le taux en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir : un seul taux s'applique pour toute la durée du marché.

12.7 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

ARTICLE XIII : AVANCE

L'option A visée à l'article 11.1 du CCAG-TIC s'applique : une avance de 5% est accordée au Titulaire, dans les conditions de l'article R2191-3 et suivants du Code de la commande publique, pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée supérieure à 2 mois, sauf renonciation expresse du Titulaire à l'article B4 de l'acte d'engagement.

Le Titulaire a la possibilité de renoncer expressément au bénéfice de cette avance (article B4 « Avance » de l'acte d'engagement).

ARTICLE XIV : PENALITES

14.1 Pénalités de retard

Conformément à l'article 14 du CCAG-TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution du marché est dépassé, par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité de retard.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité
- V correspond à la valeur des fournitures ou services sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard de l'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R correspond au nombre de jours de retard (jours ouvrés)

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

14.2 Pénalité pour travail dissimulé

Si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE XV : ASSURANCES

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-TIC. Il doit justifier qu'il détient ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE XVI : RESILIATION DU MARCHE

16.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC ;

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.

1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

16.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE XVII : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, les correspondances, les demandes de paiement doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE XVIII : DEROGATIONS AU CCAG-TIC

L'article II du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.